



INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

# Passerelles

## Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Juin 2003

Volume 2, Numéro 6

### LIGNE DE FOND \_\_\_\_\_ 1

Accès Aux Marchés Pour Les Produits Non Agricoles :  
Le Président Du Groupe De Négociation Soumet Une  
Proposition De Modalités \_\_\_\_\_ 1

Traitement Spécial Et Différencié : La " Catégorisation  
" Proposée Par Le Président Du Conseil Général  
Permet De Relancer Les Négociations \_\_\_\_\_ 5

### NOUVELLES DE L'OMC \_\_\_\_\_ 8

Groupe De Travail Sur Le Commerce Et  
L'Investissement: La Dernière Réunion Formelle Avant  
Cancun Met à Nu Les Clivages Sur Les Modalités \_\_\_\_\_ 8

Evolution Des Discussions Concernant La Relation  
Entre La CBD Et L'Accord Des ADPIC A L'OMC \_\_\_\_\_ 11

### SUR LE FIL \_\_\_\_\_ 12

Dossier Du Coton Africain A L'OMC : Les Autorités Se  
Mobilisent Pour La Défense De La Proposition De  
Négociation. \_\_\_\_\_ 12

Sommet Du G8 A Evian : De Nouvelles Promesses A  
L'Afrique Au Milieu D'Un Bilan Global Mitigé. \_\_\_\_\_ 13

### EVENEMENTS \_\_\_\_\_ 15

### PUBLICATIONS \_\_\_\_\_ 16

### LIGNE DE FOND

#### Accès Aux Marchés Pour Les Produits Non Agricoles : Le Président Du Groupe De Négociation Soumet Une Proposition De Modalités

Les membres de l'OMC réunis au sein du Groupe de Négociations sur l'Accès aux Marchés (GNAM) n'ont pas réussi à trouver un accord sur des éléments de modalités pour les produits manufacturés à la date butoir du 31 mai. En dépit d'un " ambitieux " projet de modalités soumis le 16 mai, par le Président du GNAM, Pierre Louis Girard, sous sa propre responsabilité, et ayant pour but de dresser les grandes lignes des modalités sur lesquelles les membres espéraient s'entendre, le délai de référence convenu en juillet 2002, à la suite du mandat de Doha, n'a pu être respecté. La fracture apparue entre pays en développement et certains pays développés lors de la réunion du Groupe de négociation du 14 au 16 avril, relative à l'ampleur et le rythme des réductions tarifaires n'a pas été redressée par le projet de modalités soumis par le président. Au contraire, celui-ci a davantage radicalisé les positions sur la manière de prendre en compte le traitement spécial et différencié pour les pays en développement et les PMA, notamment à travers une réciprocité qui ne soit pas totale dans les engagement de réduction ; le type de formules à utiliser pour les réduire les droits de douane ; le point de savoir si les négociations devraient inclure une référence à l'élimination totale des droits de douane et en fin sur les voies et moyens de définir et prendre en compte les obstacles non tarifaires.

Après les médicaments, le traitement spécial et différencié et l'agriculture, entre autres, ce nouvel échec à convenir de modalités sur la réduction des

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe  
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

tarifs industriels pousse nombre d'observateurs proches des pays en développement à douter de la volonté des pays développés à tenir les promesses faites à Doha. Une ligne de démarcation Nord - Sud est apparue en filigrane dans la quasi totalité des sujets de négociation, même si, dans de rares cas, cette opposition pouvait être entre pays en développement.

### **Les modalités dans les négociations sur la réduction des droits de douane**

Contrairement à d'autres sujets, la date butoir pour les négociations sur les tarifs industriels a été fixée par le Groupe de négociation en juillet 2002 et non par le Programme de Doha. En juillet 2002, en adoptant le Programme des réunions concernant les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les participants au Groupe de négociation sur l'accès aux marchés (GNAM) avaient déclaré qu'ils s'efforceraient de s'entendre sur les grandes lignes possibles des modalités d'ici à la fin de mars 2003, en vue de parvenir à un accord sur ces modalités pour le 31 mai 2003.

Les modalités recouvrent l'ensemble des objectifs assignés au GNAM pour définir les paramètres de l'accord final au quel les membres ambitionnent de parvenir au terme des négociations finales en 2005. Globalement, l'objectif convenu dans le paragraphe 16 de la Déclaration de Doha stipule que les négociations viseront " à réduire ou, selon qu'il sera approprié, à éliminer les droits de douane, y compris à réduire ou éliminer les crêtes tarifaires, les droits élevés et la progressivité des droits, ainsi que les obstacles non tarifaires, en particulier pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement. La gamme de produits visés sera complète et sans exclusion a priori. Les négociations tiendront pleinement compte des besoins et intérêts spéciaux des pays en développement et pays les moins avancés participants, y compris au moyen d'une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est des engagements de réduction, conformément aux dispositions pertinentes de l'article XXVIIIbis du GATT de 1994 et aux dispositions citées au paragraphe 50 ci dessous ". l'ensemble des éléments de modalité doit concourir à faciliter la

réalisation de tels objectifs. A cette phase, les membres conviennent des formules de réduction, des engagements chiffrés et datés, de la nature et de la forme du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et des marges de manœuvre et de flexibilité à prévoir etc.

### **Aperçu du projet de modalités du Président**

Le projet repose sur les travaux réalisés pendant la série de sessions formelles et informelles du GNAM qui a commencé le 2 août 2002 et a été menée conformément au mandat défini à Doha et au Programme de travail adopté à ce titre par le GNAM le 19 juillet 2002. Comme pour anticiper sur les positions des membres, le Président Girard avait déclaré dès la soumission de son document (TN/MA/W/35) que le projet ne prétend pas présenter des éléments convenus en totalité ou en quelque partie que ce soit et est sans préjudice de la position des participants. Cela étant il devait être considéré comme un ensemble d'éléments de base des modalités possibles, qui devront être ajustés, complétés, affinés ou développés davantage. Le document aborde la question des droits de douane, des obstacles non tarifaires et du renforcement des capacités.

### **Droits de douane**

Les éléments concernant les modalités de négociation pour la réduction des droits de douane sont proposés à travers plusieurs rubriques. Deux sont particulièrement importants pour les pays en développement et les PMA : la formule de réduction et l'élimination sectorielle des droits de douane dans le cadre du traitement spécial et différencié.

L'application de la formule sera effectuée en partant d'un taux de base à partir duquel s'effectue la réduction ou élimination des droits sur tous les produits non agricoles à partir des taux consolidés après la mise en œuvre intégrale des concessions courantes. Cependant, pour les positions non consolidées, la base pour le début des réductions tarifaires sera le double du taux NPF appliqué. L'année de base pour les taux de droits NPF appliqués sera 2001. Pour les droits non ad

valorem, ils seront convertis en équivalents ad valorem selon des procédures définies dans l'annexe 1. Les réductions des droits de douane s'effectueront ligne par ligne pour tous les produits manufacturés au moyen de la formule 5 appliqué aux taux de base indiqués au paragraphe 5.

En ce qui concerne le cas des pays en développement et des PMA, le texte s'appuie sur le principe d'une " réciprocité qui ne soit pas totale " dans les engagements de réduction et propose, pour les produits présentant un intérêt particulier pour les pays en développement, tels que les textiles, les vêtements et chaussures le cuir, le poisson et les produits dérivés, les pièces détachées pour automobiles, les pierres précieuses etc., une élimination en plusieurs phases. Ainsi, outre l'application de la formule, le texte propose une approche pour l'élimination sectorielle afin d'éliminer et de consolider tous les droits sur les produits présentant un intérêt particulier à l'exportation pour les pays en développement et les pays les moins avancés participants. Dans ce cadre il sera procédé à l'élimination sectorielle des droits en trois phases de durée égale : i) réduction des droits à un niveau proposé ne représentant pas plus de 10 pour cent à la fin de la première phase; 2) maintien de ce niveau durant la deuxième phase; et 3) élimination des droits à la fin de la troisième phase.

D'autres dispositions additionnelles sont aussi prévues pour les pays en développement et les PMA, qui portent essentiellement sur les délais de mise en œuvre et sur les engagements de réduction. Dans le premier cas, les pays en développement bénéficient de plus longues périodes de mise en œuvre pour les réductions tarifaires, et jusqu'à 5 pour cent des lignes tarifaires pouvant demeurer non consolidées pour autant qu'elles ne dépassent pas 5 pour cent de la valeur totale des importations d'un Membre, calculée pour la période de référence. Pour les engagements de réduction, les PMA ne seront pas tenus de prendre des engagements de réduction, comme il est noté aux paragraphes 6, 7, 11 et 12. Toutefois, il est attendu d'eux qu'à titre de contribution au présent cycle de négociations, ils accroissent substantiellement leur

niveau d'engagements en matière de consolidation. Le texte offre en outre la latitude à tout pays développé qui le décide, d'accorder de façon autonome un accès en franchise de droits et de quota aux produits originaires des PMA. D'autres modalités supplémentaires complètent les dispositions générales.

### **Les obstacles non tarifaires**

La mandat initial assigné au GNAM est d'identifier les obstacles auxquels les membres se heurtent lors qu'ils exportent sur les marchés étrangers. Dans beaucoup de domaines, les obstacles non tarifaires se sont durcis et multipliés ces dernières années, entravant ainsi l'accès aux marchés pour les produits agricoles et non agricoles, en particulier ceux originaires des pays en développement et des PMA.

Le processus d'identification des obstacles non tarifaires tel que présenté dans le mandat se décline en plusieurs étapes. Après que le processus d'identification soit terminé, par la notification par les membres des différents types d'obstacles non tarifaires, ceux-ci s'efforceront de les classer en catégories ainsi que de clarifier et demander des renseignements additionnels dans les cas où cela sera nécessaire. A partir de là, en fonction des cas de figures, quatre options pourront se présenter :

- Certains obstacles non tarifaires, dont les membres conviendront, seront traités par le GNAM sur la base de modalités, qui pourraient inclure des demandes/offres, des approches horizontales ou verticales;
- Les obstacles techniques au commerce pour lesquels il y a un mandat de négociation spécifique dans la Déclaration de Doha dans d'autres domaines devraient continuer d'être traités par l'organe pertinent mais des renseignements sur les progrès ou les résultats de ces négociations devraient être communiqués au présent groupe à des fins de transparence;
- Les travaux sur les obstacles techniques au commerce qui se rapportent à d'autres domaines de la Déclaration de Doha pour lesquels il n'y a pas actuellement de mandat de négociation spécifique

seraient effectués dans d'autres enceintes mais des renseignements sur les progrès réalisés devraient être communiqués au présent groupe à des fins de transparence; et,

- Les obstacles techniques au commerce pour lesquels il n'y a actuellement pas de mandat de négociation spécifique seraient, après nouvelle clarification et si le groupe décide qu'il est nécessaire de les soumettre à un autre organe de l'OMC, renvoyés au CNC pour être transmis à l'organe de l'OMC approprié en vue d'une action et de la présentation d'un rapport.

#### **Mesures de renforcement des capacités et traitement des PMA**

En matière d'accès aux marchés, le traitement spécial et différencié en faveur des PMA pour une réciprocité qui ne soit pas totale en ce qui concerne les engagements de réduction n'est pas suffisant à lever toutes les contraintes auxquelles les PMA sont confrontées. Bien souvent, celles-ci portent sur la faiblesse des capacités de production d'exportation et, corrélativement, sur la l'incapacité à respecter les normes de qualité, de plus en plus nombreuses et complexes qui sont en vigueur sur les marchés mondiaux, en particulier dans les pays développés.

Dans cette perspectives, conformément au paragraphe 16 de la déclaration de Doha qui prévoit des études et des mesures de renforcement des capacités appropriées pour aider les pays les moins avancés à participer effectivement aux négociations, la proposition de modalités du Président propose deux possibilités :

- Identifier les questions liées aux études et aux autres mesures de renforcement des capacités pour améliorer encore la participation aux négociations. En outre, le Secrétariat continuera de couvrir ces questions lorsqu'il entreprendra les travaux en rapport avec le présent groupe de négociation, y compris en coopération avec d'autres organisations internationales
- Présenter des propositions pour assurer des mesures d'assistance technique et de renforcement

des capacités adéquates en rapport avec les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, en gardant à l'esprit les mesures déjà incorporées dans les plans annuels d'assistance technique/de renforcement des capacités de l'OMC pour 2002 et 2003. Un texte jugé trop ambitieux pour d'aucuns, pas suffisamment pour d'autres.

La proposition du modalités du Président Girard n'a pas été rejeté dans sa totalité. Son ambition semblait se limiter à identifier des pistes et indiquer la direction à suivre en vue d'un accord. Mais, en dépit des déclarations péremptoires du Président sur le statut de sa proposition, les membres l'ont apprécié différemment en mettant en avant leur inclinaison ou non en faveur de leurs préoccupations.

Les pays en développement, plus que les pays développés, acceptent mal l'objectif de l'élimination des droits de douane, même à échéance lointaine, car ces droits constituent une part importante de leurs recettes publiques et, pour l'instant, aucun mécanisme et aucune autre forme d'imposition n'est disponible pour compenser les déficits budgétaires qu'occasionnerait une baisse subite des droits de douane. C'est dire donc que pour les pays en développement et les PMA, les droits de douane sont un élément clé du dispositif de politique industrielle intérieure. Dans une soumission présentée en avril par le Nigeria au nom d'ensemble de pays en développement (Egypte, Inde, Indonésie, Kenya, Malaisie, Maurice, Tanzanie, Ouganda et Zimbabwe ; TN/MA/W/31), celui-ci avait déclaré que les recettes tirées des droits de douane constituent une part significative de leurs recettes globales, consacrées à faire face à leurs dépenses de développement. Il faudra des périodes de temps plus longues pour disposer de formes alternatives d'imposition qui puissent combler et compenser la perte de recettes douanières.

L'échec des négociations dans d'autres domaines, en particulier dans l'agriculture, a eu une influence négative sur les pourparlers au sein du GNAM. D'après plusieurs sources, il était visiblement

irréaliste de chercher un accord sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles au moment où, du fait de l'acharnement des pays développés à défendre leurs intérêts dans l'agriculture, un accord n'a pu être trouvé sur les modalités de négociations agricoles.

La prochaine réunion du GNAM est prévue du 18 au 20 août prochain, à quelques semaines de la cinquième conférence ministérielle de l'OMC à Cancun, au Mexique.

---

### **Traitement Spécial Et Différencié : La " Catégorisation " Proposée Par Le Président Du Conseil Général Permet De Relancer Les Négociations**

Après une pause de trois mois, le Conseil Général de l'OMC est revenu sur la question du traitement spécial et différencié pour les pays en voie de développement à sa session des 15-16 mai. En dépit de la nature peu concluante des discussions, beaucoup de réactions ont fait échos à l'approche du texte du Président, qui a proposé une structure à trois échelles pour s'attaquer aux nombreuses questions controversées pour lesquelles une solution n'a pu être trouvée.

La dernière des trois dernières échéances pour appliquer le mandat de Doha sur le traitement spécial et différencié pour les pays en voie de développement a été manqué en février 2003 ; les discussions s'étant terminées dans la confusion générale.

Pour débloquer les négociations, le Président du Conseil Général a fait circuler le 5 mai un document d'une cinquantaine de pages qui divise qui divisent les 88 propositions formulées par les pays en développement en trois catégories. Le Président indique qu'avant de commencer les négociations sur les questions de fonds, les Membres avaient besoin de comprendre préalablement toutes les propositions sur le traitement spécial et différencié qui lui ont été adressées.

### **Catégorie I : L'exigence d'une solution immédiate pour Cancun**

Cette catégorie couvre 38 propositions sur lesquelles "il semble y a une plus grande probabilité de faire des recommandations." Selon une communication de 7 avril, l'Ambassadeur Pérez del Castillo prévoit que les membres "s'engagent sensiblement sur ces questions et, sans préjudice des résultats des discussions , [...] sont disposés à envisager des changements sur l'équilibre existant entre les droits et les engagements et/ou des amendements possibles sur les textes existants des accords et des décisions de l'OMC. Les résultats du processus de négociation sur cette catégorie des propositions devraient être considérés comme un résultat possible pour être recommandés pour adoption à Cancun." La plupart des propositions de la catégorie I ont été soumises au comité du commerce et du développement par le groupe africain (TN/CTD/W/3/Rev.2), le groupe de pays les moins avancés ((TN/CTD/4W/4 et 4/Add.1), et une coalition informelle de pays en développement qui inclut le Cuba, la République Dominicaine, l'Egypte, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, les îles Maurice, le Pakistan, le Sri Lanka, la Tanzanie et le Zimbabwe. La catégorie I inclut également quelques propositions individuelles de l'Inde, de la Thaïlande et de Sainte Lucie.

Beaucoup de propositions de cette catégorie concernent le renforcement du traitement spécial et différencié au regard l'article XVIII du GATT (assistance gouvernementale pour le développement économique) et de la partie IV du GATT ( commerce et développement). Tandis que la déclaration de Doha notait seulement que quelques membres avaient proposé un accord-cadre sur le traitement spécial et différencié, les propositions de la catégorie I incluent une proposition suivante du groupe africain qui tient pour salutaire l'idée de l'élaboration d'un cadre multilatéral sur les dispositions de l'article XVIII et la partie IV de GATT 1994."

## **Aide gouvernementale au développement économique**

Le groupe africain a proposé, entre autres, que les pays en développement et les pays les moins avancés ne soient pas soumis à des "des exigences ou des conditions encombrantes" qui mineraient l'accomplissement "du développement rapide de leurs s industries domestiques et les ajustements nécessaires dont elles auraient besoin pour faire face à leurs difficultés". De tels membres ne devraient pas être obligés de "faire ou offrir des ajustements compensatoires peu raisonnables" s'ils modifient leurs engagements à l'OMC (c.-à-d. engagements d'accès du marché). Ils devraient également leur être permis de maintenir des mesures entreprises pour des raisons d'équilibre de la balance des paiements pendant au moins trois années même si l'amélioration à court terme s'est produite.

Concernant la protection des industries naissantes (art. XVIII:C), Sainte Lucie a soutenu que l'examen de telles mesures "doit être attaché à l'accomplissement des objectifs pour lesquels la mesure a été imposée par opposition à tout nombre absolu arbitraire d'années", et que la section C de l'article XVIII devrait être affirmée comme nouvel instrument de de TSD distinct de la politique commerciale pour les petits et vulnérables pays en voie de développement ayant des capacités administratives limitées. Cet examen ne doit être une simple mesure de dernier recours.

Les pays les moins avancés ont proposé de rendre les règles applicables aux mesures de sauvegarde prises pour des objectifs de développement prévues à XVIII:C, comparable à celles qui s'appliquent aux situations d'urgence prévues dans l'accord sur les sauvegardes. Celles-ci permettent à ces pays "d'initier des actions sur l'augmentation des droits attachés ou l'imposition des restrictions quantitatives, si les conditions requises par l'accord sur les sauvegardes sont réunies. Il n'y aurait aucun besoin de chercher l'approbation préalable de l'OMC, excepté dans les cas où l'action de sauvegarde prend la forme d'application des restrictions quantitatives aux importations sur une base sélective de pays."

## **Commerce et développement**

Le groupe africain cherche à rendre impératif les dispositions contenues dans les objectifs et les principes de la partie IV du GATT, les rendant obligatoire pour les pays développés, en garantissant que les pays en développement et les pays les moins avancés puissent apprécier l'expansion rapide et soutenue des recettes d'exportation" et "fixer une part dans la croissance du commerce international proportionnée aux besoins de leur développement économique". Ceci nécessiterait, entre autres, de fournir "l'accès maximum du marché" à leurs produits d'exportation ; en prenant des mesures pour "stabiliser et améliorer les conditions d'accès sur les marchés mondiaux pour ces produits" et assister les PED et les PMA dans la diversification de leurs économies. Ces engagements ne devraient cependant pas compromettre les acquis d'aucun régime préférentiel régissant les exportations des PED et des PMA.. La mise en œuvre de ces dispositions "sera sujette à des examens deux fois par année, au sein du comité du commerce et du développement."

### **Autres propositions dans la Catégorie Principale I**

Cette catégorie contient 17 propositions, y compris ceux sus-mémorées.

Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) : Le Comité SPS accorderait aux pays en voie de développement indiqué, des exceptions liées aux délais d'exécution d'au moins trois ans pour se conformer aux engagements aux termes de l'accord de SPS.

Procédures sur les licences d'importation : Les procédures d'octroi des licences d'importation seront paticulièrement accélérées par rapport au commerce des PED , et ceux ci ne devraient pas encourir des contraintes financières ou administratives supplémentaires pour cette raison.

En outre, il faudrait remplacer should par shall à l' 3.5(j) de l'accord de sorte que " la disposition soit interprétée comme une exigence de priorité pour

les PED et les PMA dans l'attribution de la licence."

### **Accord sur les ADPIC**

Les incitations en vertu de l'article 66.2 (sur le transfert de la technologie aux PMA)"seront calibrées de façon à créer une réelle motivation pour transférer la technologie", et les rapports des pays développés sur l'exécution de l'article 66.2 "seront évalués au Conseil de ADPIC pour établir si l'exécution atteint les objectifs de jeter les bases technologiques technologiques des PED et des PMA". En outre, le concept de technologie inclura l'équipement, la connaissance et les qualifications comprenant leurs formes tacites et secrets commerciaux, formation pratique et théorique, aperçus de la genèse et le contexte global des innovations et le processus concernant des technologies particulières."

Le 20 février 2003, le Conseil des ADPIC a adopté une décision (IP/C/28) sur l'exécution de l'article 66.2 de l'accord ADPIC qui exige des pays développés de soumettre des rapports annuels détaillés au Conseil sur leurs régimes d'incitations.

### **Décision sur des mesures en faveur des pays les moins avancés**

La plupart de ces propositions tournent autour de l'accès libre aux marchés des pays développés pour les exportations des PMA. En outre, les PMA "auront toujours droit aux prolongements de leurs périodes de transition et pourront l'exiger" ; l'assistance technique "visera entre autres à enlever toutes les contraintes sur les avantages accordés aux termes de tous les accords de l'OMC tels que les opportunités d'accès aux marchés et le développement de la productivité domestique" ; les pays développés devraient rendre obligatoires les préférences qu'ils accordent sous le système de préférences généralisées (SGP) ; les règles des conditions d'origine devraient être "réalistes et flexibles pour tenir compte de la capacité industrielle des PMA" ; les dispositions existantes de TSD aux termes des accords de l'OMC "devraient être améliorées d'une façon efficace en vue de s'assurer que l'accès exempté de droits n'est

pas annulé par des mesures non-tarifaires".

D'autres propositions sont orientées pour s'assurer que des occasions d'accès du marché des PMA sous des arrangements de système de préférences généralisées ne sont pas érodées par la libéralisation sur une base de la nation la plus favorisée.

### **La Clause d'habilitation**

La Clause d'habilitation se rapporte à la décision de novembre 1987 sur le traitement différencié et plus favorable, la réciprocité et la plus pleine participation des pays en voie de développement. Ici, des propositions de PMA visent le libre accès aux marchés tout en évitant l'érosion des marges préférentielles acquises sous des arrangements de système de préférences généralisées. Par exemple, si les réductions tarifaires de Clause de la Nation la plus favorisée ont comme conséquence une telle érosion (et ainsi une perte de compétitivité), "les PMA affectés exigeraient des mesures compensatoires ou d'ajustement de soutien dans les domaines commerciaux, financiers et technologiques afin d'atténuer les effets nuisibles sur leurs recettes d'exportation et leur permettre de faire face à la concurrence globale accrue.

En outre, les PMA ne seront pas tenus de prendre des mesures de libéralisation qui sont contradictoires avec leur besoins commerciaux et financiers à travers les programmes d'ajustement structurels exigés par la banque mondiale ou le Fonds monétaire international. Le groupe de travail de l'OMC sur le commerce, la dette et les finances devrait examiner ces questions et faire des recommandations appropriées.

### **Catégorie II : Propositions à l'étude dans d'autres enceintes de l'OMC**

La deuxième catégorie comporte 27 propositions "actuellement en négociation en tant qu'élément de l'ordre du jour de développement de Doha, ou étant autrement considéré dans d'autres enceintes de l'OMC, et qui sont susceptibles (point de vue du Président) d'obtenir une meilleure réponse dans le cadre des négociations ou au niveau technique."



Parmi des secteurs spécifiquement exigés pour des négociations, on retrouve l'agriculture, les services, les améliorations et les clarifications à apporter au Mémorandum d'Accord sur le règlement des différends, les règles d'antidumping et les subventions. Dans son introduction à la catégorisation proposée, l'Ambassadeur Pérez del Castillo a proposé que le Conseil Général soit chargé de traiter ces propositions aussitôt que possible en tant qu'élément de l'ordre du jour ordinaire et de produire un rapport à la dernière réunion du Conseil Général avant la conférence ministérielle de Cancun "sur leur statut et les progrès a fait à cet égard".

Les pays en voie de développement considèrent cette catégorie avec la plus grande prudence, car elle contient beaucoup de propositions qu'ils mettraient dans les propositions principales

### **Catégorie III : La reformulation nécessaire de certaines propositions**

Le Président Pérez de Castillo a décrit la catégorie III comme contenant des Les propositions sur lesquelles il y a actuellement de larges divergences de vues entre les Membres, qui ont empêché tout progrès jusqu'ici. Afin de préserver les concepts plutôt que la forme sous laquelle certaines de ces propositions ont été présentées, il sera peut-être nécessaire de remanier dans une certaine mesure le texte original pour avoir un résultat plus positif.

Les douze propositions contenues dans cette catégorie incitent les pays en voie de développement à prélever " d'autres impôts ou taxes que des tarifs pour répondre à des exigences de revenu de leur gouvernement ; donner une attention soutenue au rééquilibrage des droits des petits et moyens Membres exportateurs; rester attentifs aux demandes d'une libéralisation plus rapide du commerce de textiles ( y compris le libre accès aux marchés pour les exportations des PMA) ; mis en œuvre d'une assistance technique obligatoire avant que la conformité ne puisse être exigée avec des normes techniques ; exemptions des conditions de contenu domestique dans l'accord sur les mesures d'investissement liées au commerce; aussi bien que l'exemption totale pour

des PMA de la conformité à "tous engagements qui sont préjudiciables à leurs différents besoins de développement, financiers ou commerciaux".

## **NOUVELLES DE L'OMC**

### **Groupe De Travail Sur Le Commerce Et L'Investissement: La Dernière Réunion Formelle Avant Cancun Met à Nu Les Clivages Sur Les Modalités**

La réunion formelle du Groupe de travail de l'investissement, tenue les 10 et 11 juin à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la dernière avant la conférence ministérielle de Cancun en septembre, a été le théâtre d'un débat de fond qui a illustré les profondes divergences d'abord sur la nécessité d'ouvrir des négociations sur l'investissement à Cancun, et ensuite, si cela advenait, quelle serait la portée d'un tel accord. Les débats sur la portée d'un accord potentiel avait pour objet d'identifier, de façon précise, les contours du champ d'application de l'accord et de savoir s'il recouvrait à la fois l'Investissement étranger de portefeuille (IEP), comme le souhaitent les États-Unis, ou se limiterait à l'Investissement étranger direct (IED) conformément aux vœux de nombres de pays en développement.

Mais, outre l'interprétation du mandat de Doha, qui pose la possibilité ou non d'ouvrir des négociations sur l'investissement dès la prochaine conférence ministérielle de l'OMC, les débats avaient pour autre lame de fond, le statut de l'OMC comme cadre devant être le réceptacle de accord sur l'investissement.

### **L'OMC est - elle le cadre approprié pour un accord multilatéral sur l'investissement ?**

Distinguant commerce et investissement, les virulents opposants à un accord multilatéral d'investissement (l'Inde, la Malaisie, le Zimbabwe, le Kenya, la Zambie, l'Ouganda et le Sri Lanka)



estiment que l'OMC n'est pas l'enceinte appropriée pour discuter des modalités de régulation des flux internationaux de capitaux. Les conditions d'entrée et d'installation de capitaux étrangers sur un marché national relève du droit des Etats à élaborer et à mettre en œuvre leurs propres politiques de développement économique et social. Or, deux principes mis en avant dans un accord multilatéral d'investissement sont une négation de ce droit. Il s'agit de la non-discrimination à l'extérieur (même traitement pour les entreprises étrangères) et à l'intérieur (même traitement entre les nationaux et les étrangers). De plus, les négociations engagées à l'OMC dans le cadre du Groupe de travail sur le commerce et l'investissement n'ont pas abouti à une solution efficiente et équilibrée qui fixe à la les droits et les obligations des investisseurs étrangers tout en préservant intérêts majeurs des pays qui les reçoivent, en particulier s'ils sont des pays en développement.

Différents pays (Canada, Corée et Costa Rica (WT/WGTI/W/162), demandeurs actifs d'un accord multilatéral d'investissement, ont soumis le 5 juin un document conjoint dans lequel ils expriment leur volonté d'accélérer les pourparlers sur l'investissement qui, cinq années après leur inclusion dans le système de l'OMC, doivent franchir une nouvelle étape. Pour ces pays, un cadre multilatéral d'investissement à l'OMC est d'autant plus nécessaire qu'il contribuera à augmenter la transparence dans les flux de capitaux internationaux.

### **Des divergences majeures sur la nature des modalités**

Concernant les modalités, les Membres sont divisés en deux camps, pays développés et pays en développement, chaque camp faisant pression en faveur d'approches largement divergentes.

Des pays en développement tels que le Brésil, l'Inde, la Malaisie et d'autres pays d'Asie du sud-est, ont soutenu que toute modalité doit être détaillée et spécifique et exposer clairement quelles questions seront abordées dans toute négociation, selon des responsables de pays en développement. " C'est maintenant que nous avons la possibilité

d'influer sur la forme d'un accord, non après le démarrage des négociations ", a déclaré un responsable d'un pays en développement.

Cette position a été exprimée dans une communication présentée par un groupe de 26 pays en développement lors d'une réunion du Comité des négociations commerciales, communication qui insistait sur le fait que les modalités auraient à " apporter des assurances sur la structure et le contenu précis des négociations. " Mais selon un diplomate à Genève, la signification de la proposition du 6 juin, qui était appuyée par l'Inde et la Malaisie, est qu'elle ne rejette pas totalement l'idée de négociations sur les thèmes de Singapour, même si sur le thème spécifique de l'investissement, ces deux pays sont opposés à l'ouverture de négociations.

Les pays en développement recherchent des modalités de négociation assez spécifiques pour permettre la mise en place d'un " espace politique ". Cet espace politique pourrait comprendre, pour les pays en développement, des enclaves qui les exempteraient de certaines obligations telles que les prescriptions en matière de traitement national après établissement pour les investisseurs étrangers.

Le concept d'espace politique pourrait également prendre en compte les questions d'avant établissement pour les pays en développement, en leur permettant la flexibilité de sélectionner les investisseurs étrangers et de déterminer s'il fallait poser des conditions aux investissements en les canalisant vers certains secteurs. Une autre question concernant l'espace politique est le souhait de certains pays en développement d'empêcher qu'un accord sur l'investissement n'introduise des restrictions supplémentaires dans l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce. Dans le fond, les pays en développement aimeraient conserver leur capacité à exiger des investisseurs qu'ils s'engagent dans des joint ventures avec les entreprises locales.

Des pays développés tels que l'UE et le Japon plaident, quant à eux, en faveur de modalités vagues qui comprendraient des éléments tels que le calendrier des réunions, la nomination d'un président et d'autres questions de procédures. Les Etats-Unis eux, n'ont pas encore pleinement défini leur position sur les modalités des négociations sur l'investissement. Toutefois, un responsable américain du commerce a déclaré qu'en raison des désaccords entre Membres, il serait difficile d'obtenir une " déclaration très détaillée sur les modalités, au bout du compte ". Selon ce responsable, les modalités pourraient aller de questions de procédures telles que la fixation de délais à des questions plus concrètes.

D'autres partisans de modalités vagues soutiennent que toute divergence sur la manière de mener les négociations peut être prise en compte au cours des négociations elles-mêmes. Ce point de vue a été défendu dans la communication présentée au Groupe de travail par le Canada, la Corée et le Costa Rica (voir plus haut), qui ont déclaré que " des progrès très réels peuvent être réalisés en déblayant le terrain pour permettre une plus grande compréhension des questions à prendre en compte durant les négociations. " Selon la communication, des divergences importantes pourraient être résolues au cours des négociations elles-mêmes, que ces pays veulent voir démarrer au cours de la Ministérielle de Cancun.

Selon la communication, un accord sur l'investissement pourrait prendre en compte " de manière équilibrée, les intérêts de tous les Membres de l'OMC, développés, en développement et moins avancés. " Pour les pays en développement, ceci signifierait un accord qui permettrait " aux Membres de souscrire à des obligations et à des engagements correspondant à leurs besoins et à leurs situations individuelles. " Un accord sur l'investissement devrait refléter " de manière équilibrée " les intérêts des pays d'origine et des pays hôtes, et prendre en compte les politiques de développement et les objectifs des gouvernements hôtes, notamment le droit qui leur revient de réglementer dans l'intérêt public, selon la communication.

Cette présentation a été accueillie par des commentaires mitigés, une source proche des pays en développement l'a qualifiée " perte de temps ", parce qu'elle ne contenait rien de nouveau. Selon un autre responsable d'un pays en développement, elle ne faisait que réitérer des positions bien connues.

Les États-Unis ont exprimé leur accord avec le principal message de la communication, à savoir que les négociations sur l'investissement devaient commencer à Cancun. Cette position des Etats-Unis a été appuyée l'UE qui a déclaré qu'elle était d'accord avec la majeure partie de la communication et que les désaccords sur certaines questions pourraient être réglés au cours des négociations, une position également partagée par le Japon. Toujours selon l'UE, la tâche du Groupe de travail était simplement de clarifier les questions et non de se mettre d'accord sur celles-ci.

Six autres Membres de l'OMC se sont dits, cette semaine, en faveur de l'ouverture de négociations sur l'investissement à Cancun : Australie, Hongrie, Norvège, Taiwan, Suisse, et Hong Kong. Le paragraphe 22 de la Déclaration de Doha appelle les pays à se concentrer sur la clarification des points suivants : portée et définition ; transparence ; non-discrimination ; modalités pour des engagements avant établissement reposant sur une approche fondée sur des listes positives de type AGCS ; dispositions relatives au développement ; exceptions et sauvegardes concernant la balance des paiements ; consultations et règlement des différends entre les Membres.

Les divergences sur ces questions étaient manifestes lors de la réunion du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement, lorsque les États-Unis se sont opposés à la Chine sur deux éléments de la Déclaration de Doha.

Sur la transparence, les États-Unis ont contesté la position de la Chine qui soutenait que la transparence ne devait s'entendre que comme la simple notification des nouvelles lois. Les États-Unis ont affirmé que la transparence de l'investissement devait comprendre des

dispositions relatives à l'examen juridique et à la notification préalable des nouvelles lois projetées concernaient les investisseurs.

Les États-Unis se sont également opposés à la Chine sur les dispositions relatives à la non-discrimination, en déclarant que le même niveau de traitement devait être accordé aux investisseurs étrangers et nationaux.

---

### **Evolution Des Discussions Concernant La Relation Entre La CBD Et L'Accord Des ADPIC A L'OMC**

Durant une réunion au début du mois de juin, le Conseil des ADPIC a reçu trois nouvelles soumissions à propos de l'Article 27.3 b), des savoirs traditionnels et de la biodiversité de la part de la Suisse (IP/C/W/400), du Groupe africain (IP/C/W/404, disponible en anglais à [http://www.iprsonline.org/ictsd/docs/article273b\\_AfricanGroup\\_4June2003.pdf](http://www.iprsonline.org/ictsd/docs/article273b_AfricanGroup_4June2003.pdf)) et de l'Inde au nom du Brésil, de la Bolivie, de Cuba, de la République dominicaine, de l'Equateur, de la Thaïlande, du Pérou et du Venezuela (IP/C/W/403, disponible en anglais à [http://www.iprsonline.org/ictsd/docs/wto\\_IPCW403.pdf](http://www.iprsonline.org/ictsd/docs/wto_IPCW403.pdf)).

La soumission suisse propose un amendement sur le Traité de coopération en matière de brevets (PTC) de l'OMPI qui permettrait aux pays d'exiger aux demandeurs de brevet de déclarer la source des ressources génétiques et des savoirs traditionnels. La Suisse a aussi réitéré "l'importance cruciale" des bases de données pour protéger les savoirs traditionnels. De plus, ce pays a noté que la CBD et l'Accord des ADPIC "peuvent et devraient" être mis en oeuvre sans conflit en évitant toute modification des dispositions.

Contrairement à la proposition suisse, tant la soumission du Groupe africain que celle de l'Inde soulignent la nécessité d'une solution multilatérale sur ces questions au Conseil des ADPIC. Elles mettent en évidence le progrès limité du Comité

intergouvernemental sur la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore de l'OMPI et notent que les lois nationales et les contrats n'empêchent pas efficacement la biopiraterie au niveau international.

La proposition menée par l'Inde réitère ce qui avait déjà été soumis en juin 2002 à propos de l'amendement de l'Accord des ADPIC pour exiger que les demandeurs de brevets révèlent la source d'origine de la ressource biologique et des savoirs traditionnels qui y sont associés et apportent des preuves concernant le consentement préalable et le partage juste et équitable des avantages (IP/C/W/356). De plus, elle contient un certain nombre d'arguments contre la soumission avancée par les Etats-Unis. En réitérant leur proposition, ces pays veulent s'assurer qu'elle sera discutée et adoptée dans les négociations commerciales du cycle de Doha.

De même, le Groupe africain note que la protection des ressources génétiques et des savoirs traditionnels ne pourra être efficace que lorsque des mécanismes internationaux seront trouvés et établis dans le cadre de l'Accord des ADPIC. Selon lui, les contrats d'accès ainsi que les bases de données ne sont que des moyens "supplémentaires". Cependant, la soumission africaine va considérablement plus loin dans sa portée que la proposition menée par l'Inde en appelant à la révision de l'Article 27.3 b) dans l'objectif d'interdire la brevetabilité des végétaux, des animaux et des micro-organismes. Concernant les savoirs traditionnels, le Groupe propose de les classer comme une catégorie de droits de propriété intellectuelle et met en avant un projet de Décision au Conseil des ADPIC.

Durant la réunion, l'UE a de nouveau exprimé son empressement d'avancer dans les discussions concernant les exigences de la divulgation obligatoire de l'origine des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles qui y sont associés. Cependant, elle a rejeté l'appel du Groupe africain concernant l'interdiction de breveter toutes formes de vie.

## **SUR LE FIL**

### **Dossier Du Coton Africain A L'OMC : Les Autorités Se Mobilisent Pour La Défense De La Proposition De Négociation.**

#### **Le plaidoyer du Président Compaoré devant le comité des négociations commerciales de l'OMC**

Suite à la soumission d'une proposition de négociation sur le coton par les pays africains à l'OMC ([http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/03-05/story1.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/03-05/story1.htm)), le Président du Burkina Faso, Blaise Compaoré s'est personnellement déplacé à Genève, le 10 juin dernier, et s'est présenté devant le Comité des négociations commerciales multilatérales, pour garantir la promotion et la défense de la soumission. " Ma venue a-t-il déclaré, est un message politique pour tous ceux qui subventionnent de manière illégale leur commerce. Je lance, du haut de cette tribune, un vibrant appel au nom de plusieurs millions de femmes et d'hommes qui vivent dans les pays les moins avancés, et dont le coton constitue la principale ressource de subsistance. En leur nom, au nom des pays signataires de l'initiative sur le coton et au nom de tous ceux qui y adhèrent, je demande à l'OMC et aux Etats membres de faire en sorte que ces populations victimes de l'impact négatif des subventions ne soient pas exclues du commerce mondial".

Conscient des problèmes d'intégration des pays africains dans le système commercial multilatéral et des risques que leurs préoccupations ne rencontrent pas l'intérêt escompté, le Président Compaoré a réaffirmé sa confiance en l'OMC : " l'OMC est un cadre de négociations et tant que nous n'avons pas négocié, nous ne pouvons pas nous interroger sur son efficacité. Il y va de l'intérêt du commerce international ". Mais la négociation n'est pas la seule voie offerte par l'OMC, et le Président Compaoré semble disposer à user de toute la panoplie de recours disponibles pour avoir gain de cause. Ainsi, envisage-t-il sérieusement d'aller plus loin en cas d'échec de l'initiative. Nous partons dans un esprit de

négociations, déclare-t-il, et si cela n'aboutit pas, nous allons passer à une autre étape. Celle-là sera judiciaire, et ce sera notre droit.

Il ajoute que le temps d'attente pour cette procédure judiciaire dépendra de la manière dont les propositions seront accueillies par les USA et l'Union européenne. " Les puissances économiques qui ont proclamé l'intérêt du marché libre ne peuvent pas nous rétorquer notre non-droit, l'intérêt pour que nous ayons le développement chez nous".

#### **Réunion ministérielle de concertation régionale sur la filière coton dans l'espace UEMOA**

Du 16 au 19 juin dernier, s'est tenue à Ouagadougou une conférence conjointement organisée par la commission de l'UEMOA, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD). L'objectif de cette réunion était de permettre aux Etats membres de l'UEMOA de s'approprier toutes les initiatives développées en faveur de la défense et de la promotion de la filière coton, et d'élaborer une stratégie commune pour assurer la défense et la promotion de cette filière. Cette réunion était également ouverte aux autres pays africains producteurs et exportateurs de coton au nombre desquels le Cameroun, l'Egypte, Madagascar, le Mozambique, la République Centrafricaine, le Soudan et le Tchad.

Aux termes des débats et discussions, les Ministres, après examen du rapport de synthèse des travaux des Experts, ont adopté une décision finale en vue de la mise en œuvre de la stratégie commune de défense et de promotion de la filière coton de l'UEMOA avec deux volets essentiels : la défense et la promotion de la filière coton sur le marché international et la transformation du coton dans l'espace UEMOA.

#### **Défense et transformation de la filière coton sur le marché international**

Aux niveaux national et régional, l'accent a été mis sur la poursuite des efforts internes pour améliorer la compétitivité de la filière cotonnière africaine. En outre, la Conférence recommande aux chefs

d'Etat et de gouvernement de désigner la commission de l'UEMOA comme le représentant des membres de l'UEMOA à l'OMC.

Au niveau international, toutes les dispositions d'ordre politique, financier, technique et organisationnel devraient être prises pour une participation effective et efficace aux négociations à l'OMC. Le contenu de la proposition de négociation devrait être renforcé par l'élaboration d'un argumentaire économique, politique et juridique qui garantit la défense technique de la soumission à toutes les étapes et dans toutes les enceintes. Eventuellement, l'Organe de Règlement des Différends de l'OMC pourrait être saisi d'une plainte, concomitamment avec les négociations commerciales. Il est à préciser que sur ce point, un consensus large s'est dégagé en faveur d'une mobilisation pour une défense prioritaire de la proposition de négociation ; le voie judiciaire ne venant qu'à titre de pis-aller, au cas où les négociations ne donneraient pas les résultats escomptés.

#### **Promotion de la transformation du coton dans l'espace UEMOA**

Dans la perspective de la mise en oeuvre des différentes initiatives, la BOAD a engagé en 2003 la réalisation d'une étude, actuellement en cours, pour la création d'un fonds d'investissement dédié à la filière coton, la mise en place d'un mécanisme spécial de financement par la BOAD en faveur des investissements pour la transformation du coton-fibre, l'organisation d'ici la fin de l'année 2003 d'une table ronde de bailleurs de fonds et d'un forum d'investisseurs dans le but de mobiliser les ressources requises pour la mise en oeuvre de l'agenda pour la compétitivité et la valorisation de la filière.

La conférence recommande la mise en place et le renforcement, au niveau régional et de chaque pays, d'un cadre de concertation autour de l'ensemble des actions à mettre en oeuvre pour la compétitivité de la filière coton. En outre, une étude devrait être conduite par l'UEMOA pour la mise en place d'un fonds régional de promotion de la production et d'incitation à la transformation

locale de la fibre de coton (FRPC) en vue de sécuriser les revenus des producteurs et d'attirer l'investissement privé dans la transformation de la fibre.

---

### **Sommet Du G8 A Evian : De Nouvelles Promesses A L'Afrique Au Milieu D'Un Bilan Global Mitigé.**

Le Sommet du G8 qui s'est tenu à Evian du 1 au 3 juin, a pris fin sans surprise. Pourtant, la barre était placée très haut par le président français et ses pairs qui, avant le sommet, n'avaient raté aucune occasion pour exprimer leur volonté de placer les problèmes de l'Afrique au cœur des priorités du G8. Et, encore une fois, l'Afrique s'est prêtée au jeu des grandes puissances en espérant que les promesses faites de longue date seront en fin tenues.

L'Afrique en est revenue avec des déclarations d'intention et des promesses vagues de prendre en compte ses priorités déclinées dans le NEPAD. Après la conférence des Nations Unies de Monterrey, au Mexique sur le financement du développement et le sommet du G8 de 2002 à Kananaskis, au Canada, les pays riches ont encore pris des engagements spécifiques en faveur de l'Afrique qui rappellent, curieusement, celles des sommets précédents. Le Plan d'Action pour l'Afrique est d'ailleurs truffé de rappels des engagements antérieurs, mais non encore matérialisés, pris à Monterrey et réitérés à Kananaskis.

#### **Commerce**

Le G8 a rappelé les initiatives bilatérales et les accords commerciaux auxquels ses membres et d'autres pays africains sont parties. Il s'agit de l'initiative européenne Tout sauf les armes, de l'AGOA (loi sur la croissance et les potentialités de l'Afrique) (États-Unis), l'ouverture par le Canada de ses marchés, en franchise de droits et de contingent, à quasiment tous les produits des pays les moins avancés, à compter du 1er janvier 2003,

l'amélioration par le Japon des accès, en franchise de droit et de contingent, pour presque toutes les importations en provenance des pays les moins avancés, reposant sur une extension de ces conditions aux produits agricoles et piscicoles et de l'octroi par la Russie de vastes préférences douanières aux pays en développement, y compris les pays les moins avancés. Les chefs d'Etat du G8 ont en outre réaffirmé leur engagement en faveur de l'objectif d'un accès en franchise de droit et de contingent pour les produits en provenance des PMA, dont 34 des 49 sont situés sur le continent africain, ainsi que leur volonté d'améliorer l'efficacité et la facilité d'utilisation de leurs programmes commerciaux préférentiels respectifs. Ils ont demandé à cet effet à leurs responsables du commerce d'examiner comment mettre en oeuvre cet objectif. Cet engagement n'est cependant en rien une nouveauté.

En reconnaissant que les chocs affectant le marché des produits de base et ceux liés aux conditions météorologiques sont un défi pour les pays les plus pauvres en général, et pour les États africains en particulier, les Etats du G8 ont touché du doigt un problème majeur sur lequel tous attendaient une position claire. Le G8 s'est cependant bien gardé d'évoquer les dommages que les subventions de ses produits, notamment agricoles font subir aux produits africains. Pourtant, une réduction significative de ces subventions qui faussent la vérité des prix sur les marchés mondiaux et un accès accru des produits africains aux marchés du Nord sont de loin plus aptes à promouvoir la lutte contre la pauvreté et la réalisation de certains objectifs du NEPAD, par l'acquisition de nouveaux parts de marchés pour le continent. Le plan d'action du G8 pour l'Afrique est resté mué sur la question des subventions, se bornant simplement à rappeler l'importance d'une insertion plus poussée de l'Afrique au commerce mondial. Le G8 a, malgré tout, exprimé la détermination de ses membres à atteindre les objectifs du programme de Doha pour le développement dans les délais prévus, d'ici à la fin 2004, et à veiller à ce que la conférence ministérielle de Cancun de septembre prenne toutes les décisions nécessaires pour aider à la réalisation de cet objectif.

## **Santé et accès aux médicaments**

En ce qui concerne la lutte contre le Sida, l'Union européenne a promis de débloquent un milliards de dollars par an sur cinq ans pour le fond mondial contre le Sida. Cet engagement est pris à la suite de la déclaration du Président américain de consacrer, sous certaines conditions, jusqu'à 15 milliards de dollars par an sur cinq ans pour la lutte contre le Sida. Ces promesses cachent cependant mal un problème de fond, une priorité absolue pour l'Afrique: l'accès aux médicaments génériques pour les pays n'ayant pas de capacité de fabrication. On le sait, ce dossier s'est heurté à l'OMC à l'intransigeance américaine sur la mise en œuvre flexible de l'article 6 de la déclaration de Doha. Dans un tel contexte, les promesses de fonds ne peuvent être vues que comme des effets d'annonce. Le lancement du cycle de négociations commerciales post-Doha avait suscité beaucoup d'espoirs quant à l'accès des pays les plus touchés par la pandémie du Sida aux médicaments génériques à des prix bas.

## **Le G8 et le NEPAD**

Dans leur Plan d'Action pour l'Afrique, les partenaires du G8 ont réaffirmé un large partenariat avec des pays de toute l'Afrique, fondé sur leurs engagements à traiter les problèmes fondamentaux liés à la dignité humaine et au développement. Ils se sont également engagés à conclure des partenariats renforcés avec les pays africains dont les résultats reflètent les engagements pris dans le cadre du NEPAD, qui manifestent notamment une volonté politique et financière d'assurer la bonne gouvernance et l'Etat de droit, d'investir dans leur capital humain et d'appliquer des politiques qui stimulent la croissance économique et soulagent la pauvreté. Ils ont d'autre part indiqué à cet égard que les résultats du processus africain d'examen par les pairs orienteraient leurs décisions futures. Les chefs d'Etat africains initiateurs du NEPAD (Obasanjo, Wade Mbeki et Bouteflika, Mubarrak) ont été conviés au sommet du G8. Si le NEPAD apparaît comme une vision, un ensemble de principes liant l'Afrique et les pays riches, le nouveau type de partenariat qu'il tente de mettre en



œuvre ne trouve toujours pas de substance. De Gênes à Kananaskis, en passant par Monterrey, les pays développés ont pris l'engagement d'augmenter de 25 % l'aide au développement et de consacrer la moitié de ces nouveaux financements aux pays africains qui appliquent la bonne gouvernance politique et économique. Mais ces engagements sont restés lettre morte.

Au final, ceux qui attendaient des avancées majeures sur les dossiers les plus importants pour l'Afrique ont été déçus. Sur la question des subventions agricoles, particulièrement déstabilisantes pour les économies africaines, les membres du G8 n'ont pu s'accorder sur le moratoire sur les subventions proposé par le Président français, les Etats-Unis s'étant opposés à cette idée. Le président sénégalais Abdoulaye Wade a d'ailleurs compris ces enjeux en annonçant " nous autres Africains sommes persuadés que nous pouvons produire de la qualité, mais la liberté du commerce est uniquement acceptable si elle se fait honnêtement, ce qui n'est pas le cas. Notre coton est l'un des meilleurs du monde, mais comment voulez-vous que nous survivions face à du coton fortement subventionné? C'est tout l'enjeu des discussions que nous menons actuellement au sein de l'OMC.

## EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

### Evènements de l'OMC

16 - 18 Juin, OMC, Genève, symposium " les défis sur la route de Cancun " WT/INF/59

18 - 19 juin, OMC, Genève, groupe de travail sur les règles

19 Juin, OMC, Genève, Comité du commerce et de l'investissement, WTO/AIR/2107

24 - 25 Juin, OMC, Genève, Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires, WTO/AIR/2106

24 Juin, OMC, Genève, organe de règlement des différends

26 - 27 Juin, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale

26 Juin, OMC, Genève, Comité sur l'accès aux marchés

1er Juillet, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale

2 Juillet, OMC, Genève, Comité des obstacles techniques au commerce

2 - 3 Juillet, OMC, Genève, conseil des ADPIC, session spéciale

7 juillet, OMC, Genève, Conseil du commerce des services, session spéciale

8 Juillet, OMC, Genève, Comité du commerce et de l'environnement, session spéciale

9 - 11 Juillet, OMC, Genève, Groupe de négociation sur l'accès aux marchés

10 Juillet, OMC, Genève, Conseil du commerce des services, session spéciale

16 - 18 Juillet, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale

### Evènements d'ailleurs

16 - 17 Juin, Berne, Suisse, Forum mondial du commerce 2003. Pour plus d'informations contacter Simon Evenett, email: [simon.evenett@wti.org](mailto:simon.evenett@wti.org) or [conferences@worldtradeinstitute.ch](mailto:conferences@worldtradeinstitute.ch).

16 - 18 Juin, Ouagadougou, Burkina Faso, Réunion ministérielle de concertation régionale de l'UEMOA sur la filière coton. Pour de plus amples information télécharger le document à : <http://www.uemoa.int/index.htm>

16 - 20 Juin, Port Louis, Ile Maurice, réunion des ministres du commerce de l'union africaine. Pour plus d'informations, Ministry of industry and international trade, phone : (230) 210 71 00, fax : (230) 211 08 55, E-mail: [mind@mail.gov.mu](mailto:mind@mail.gov.mu)

23 - 27 Juin, Canne, France, 15ème symposium international sur l'eau, contact : Contact:



International Symposium on Water, Telephone: 33-4-92-09-0273, Fax: 33-4-92-09-0273, Email: water-cannes-symposium@wanadoo.fr

Web Site: <http://www.symposium-h2o.com/symposium.html>

25 - 27 juin, Genève, Suisse, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), rencontre d'experts sur l'efficacité des mesures réglementaires de l'investissement étranger direct - Pour plus d'informations,

27 juin 2003, Genève, Suisse, Séminaire de l'ACICI organisé en collaboration avec le Groupe ACP à Genève. Ce séminaire destiné à débattre des progrès effectués par les Groupes de travail des questions de Singapour, à savoir le commerce et la concurrence, la facilitation des échanges, le commerce et l'investissement et la transparence des marchés publics. Pour plus d'informations : Tél.: (41-22) 910.31.50

Fax: (41-22) 910.31.51, [info@acici.org](mailto:info@acici.org)

30 Juin - 05 juillet 2003, Rome, Italie, 5ème Session de la Commission du Codex Alimentarius. Secrétariat conjoint FAO/OMS. Tel : +39-06-57051. Fax : +39-06-5705-4593. Email : [codex@fao.org](mailto:codex@fao.org)

01 au 4 Juillet 2003, Lisbonne, Portugal, International conference on poverty, food and health in welfare: current issues, future perspectives, Contact: Madalena Almeida, Telephone: 351-214-156-121, Fax: 351-214-156-383, Email: [malmeida.lisboa@abreu.pt](mailto:malmeida.lisboa@abreu.pt), Web Site: <http://www.pfh2003.org/>

7 - 17 Juillet, Genève, Suisse, 15ème session du Comité intergouvernemental sur les droits de propriété intellectuelle, les ressources génétiques, les connaissances traditionnelles et le folklore. Contact : Kamil Idris, Telephone: 41-22-338-8161, webSite:

[http://www.wipo.org/documents/en/meetings/2003/igc/index\\_5](http://www.wipo.org/documents/en/meetings/2003/igc/index_5).

## PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : [taoufik@enda.sn](mailto:taoufik@enda.sn)

### En français

Collectif d'auteurs, Christian Deblock, **L'Organisation mondiale du commerce - Où s'en va la mondialisation ? Novembre 2002** ; 300 pages.

Le GATT a été, pendant plusieurs années, l'instrument principal de la libéralisation mondiale des échanges et l'une des pièces maîtresses de l'ordre économique libéral après la Seconde Guerre mondiale. De sa signature en 1947 au Programme de Doha, au Qatar, en 2001, le système commercial multilatéral a beaucoup évolué. Le GATT a fait place à l'Organisation mondiale du commerce et les relations commerciales sont, avec les Accords de Marrakech, désormais soumises à un cadre juridique élargi. Aujourd'hui pourtant, confrontés aux réalités nouvelles de la mondialisation et devant les besoins particuliers des pays en développement, l'OMC et les nouveaux accords commerciaux sont fort critiqués. D'où vient le malaise ? Quelles directions prendre pour les prochaines années ? Doha marquera-t-il un tournant ? cet ouvrage fait le point sur les débats qui entourent l'OMC.

### FAO, Situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2002

Le secteur international des pêches a connu des avancées importantes. Dans nombre de pays, des réalisations internationales se sont accompagnées de mesures visant à élargir et renforcer la gestion des pêches dans le but de promouvoir la pêche et l'aquaculture durables. Les résultats se font attendre, surtout en ce qui concerne la reconstitution des stocks ou l'amélioration des revenus des pêcheurs. L'objectif de ce livre est de fournir certaines connaissances requises pour

comprendre le secteur des pêches.  
<http://www.fao.org/icalog/inter-f.htm>

**FAO, Situation des forêts du monde 2003**, La cinquième édition de la publication biennale "Situation des forêts du monde" donne une vue d'ensemble du secteur des forêts, en fournissant des informations actuelles sur les activités et les changements institutionnels, tout en mettant en lumière les défis et les opportunités relatifs à certaines questions importantes. Elle comprend l'apport d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi que des personnes qui y ont contribué en leur nom propre.  
<http://www.fao.org/icalog/inter-f.htm>

John Madeley, **Le commerce de la faim. La sécurité alimentaire sacrifiée à l'autel du libre-échange**, Les Editions de l'Atelier, Collection Enjeux Planète, août 2002 ; J. Madeley dénonce ouvertement le rôle des grandes organisations internationales dans la tragédie de la faim dans le monde. Une tragédie à laquelle la Banque Mondiale et le FMI, Fonds monétaire international, ne sont pas étrangers selon lui. Ces deux instances soumettent en effet les pays en développement qui souhaitent obtenir une aide financière, l'allègement de leur dette extérieure et des investissements, aux PAS, Programmes d'ajustements structurels.

Marc Iynedjian, **Accord de l'organisation mondiale du commerce sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, mars 2002** L'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (ci-après "l'Accord SPS ") objet de la présente étude, constitue l'un des textes fondamentaux de l'Organisation mondiale du commerce, (ci-après "l'OMC"). Ses dispositions déterminent dans quelle mesure les Etats membres de l'OMC sont autorisés, en dépit de leur engagement en faveur du libre-échange, à interdire les importations de produits (potentiellement) nocifs pour leur population ou leur environnement.

Michel DAMIAN, Jean-Christophe GRAZ, **Commerce international et développement**

**soutenable, Economica 2001**,

Les controverses actuelles sur l'environnement et le commerce international renouvellent les anciennes questions d'économie politique et d'histoire économique. Cet ouvrage examine comment la prise en compte de la biosphère et des générations futures ouvre un nouveau champ de contestabilité des politiques commerciales.

**OCDE, Perspectives agricoles de l'OCDE 2003 - 2008**, Principales conclusions. Les Perspectives agricoles de l'OCDE présentent une évaluation des tendances et perspectives qui marqueront à moyen terme les principaux marchés de produits agricoles, y compris le sucre pour la première fois, des pays Membres de l'OCDE.  
<http://www.oecd.org/pdf/M00041000/M00041751.pdf>

**En anglais**

**A WORLD WITHOUT WALLS: FREEDOM, DEVELOPMENT, FREE TRADE AND GLOBAL GOVERNANCE.** By Mike Moore (Cambridge University Press, March 2003). Mike Moore explains how a boy, who left school at fourteen to work in a slaughterhouse, came to head an organisation charged with bringing rules and order to the world's trading system. Arriving at the WTO shortly before the ill-fated Seattle meeting, Moore details how he sought to reform the Organisation, "addressing the concerns of poorer countries and engaging in open debate with the often hostile NGOs". He is proud of the outcome of the Doha meeting in November 2001 which secured commitment to a new round of trade talks with a focus on development. Moore rebuts the attacks against the WTO arguing that the WTO's promise of rules-based free trade offers the best hope for lifting millions of the world's poorest citizens out of poverty. For further information visit:  
<http://uk.cambridge.org/economics/moore/book.htm>

**BIOTECHNOLOGY IN DEVELOPING COUNTRIES: NEEDS AND MODES OF COMPETENCE BUILDING.**

By the Norwegian Centre for International Environment and Development Studies (Noragric, 2003). This report examines opportunities for building scientific capacity in developing countries around the various applications for biotechnology. With particular reference to Africa the report looks at a range of applications from industrial to small scale agriculture such as food technology, animal and plant disease management, tolerance of stress, and more efficient utilization of resources.

**CONCERTED ACTION ON TRADE & ENVIRONMENT (CAT&E) WEBSITE.**

This website is designed to provide information on the members and activities of CAT&E. It deals with issues arising from existing trade agreements, issues arising from related environmental policies and institutional issues. Members can also exchange information. Reports on various aspects of the trade and environment interface are now available on the CAT&E website. They cover, inter alia, dispute settlement, trade and agriculture, transparency and participation and can be accessed at

[http://130.37.129.100/english/o\\_o/instituten/IVM/research/cate/reports.h](http://130.37.129.100/english/o_o/instituten/IVM/research/cate/reports.h)

**INTRODUCTION TO THE DEVELOPMENT BOX: FINDING SPACE FOR DEVELOPMENT CONCERNS IN THE WTO'S AGRICULTURE NEGOTIATIONS.**

Sophia Murphy with Steve Suppan (International Institute for Sustainable Development, spring 2003). This paper examines the so called "Development Box," in the WTO agriculture negotiations, which is a package of proposals from developing countries that describes what they would like to see in the next iteration of global trade rules. In many respects, the Development Box has been overtaken by events. It was never likely to be a stand-alone element in the new agreement, as this paper explains. At this point, what may survive from the Development Box will be individual proposals from the package.

Nonetheless, all of the issues raised by the Development Box discussion are still pertinent, and some of them need urgent attention from the international community, no matter how the multilateral trade community decides to handle them in this round of negotiations. To access the report visit:  
<http://www.iisd.org/publications/publication.asp?pn=533>.

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* sur le site Internet d'ICTSD ([http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/index.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm))

*PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)